



Fondée en 1827

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE LITTÉRAIRE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS

VOLUME 89

NOUVELLE-ORLÉANS, L.N.E. MARDI, 18 JANVIER 1921.

NO. 124

## DERNIÈRES NOUVELLES LOCALES

La campagne pour le Séminaire catholique fait des progrès très encourageants. La belle somme de \$446,33 a déjà été réalisée. Dans quelques jours encore, les braves citoyens qui sont à la tête du mouvement auront réalisé la somme nécessaire.

Mme John Libert, si bien connue par ses grandes œuvres de charité, a fait un don de \$50,000 pour aider la campagne qui se poursuit en ce moment pour réaliser le séminaire hospitalier pour rebâtir et agrandir l'hôpital pour le traitement des malades de la gorge, du nez, des yeux et des oreilles, fondé par le vénérable Dr. A. W. De Woodard.

Les détonations nouvelles de deux obus de la dernière guerre, Sully Edgar Rollins, âgé de 27 ans, et Louis Guy Rollins, âgé de 22 ans, ont été enlevés par un obus qui est tombé sur eux le 12 janvier 1921. Les deux braves Louisianais étaient les fils de feu W. D. Rollins et de Mary V. Smith. Ils étaient tous les deux au 16<sup>e</sup> Régiment du Corps de la Marine des États-Unis. Sully Edgar Rollins est mort en France le 24 novembre 1918. Louis Guy Rollins est né en France le 14 octobre 1918. Les deux frères ont succombé aux blessures reçues au champ d'honneur. Reposez en paix dans le sein du Seigneur, braves patriotes.

Les étudiants de l'École Supérieure des garçons, le "Warren Easton", au nombre de 800, se sont engagés à souscrire une piastre chacun pour venir au secours des nombreux enfants mourant de faim en Europe. Cette campagne est conduite sous la direction de M. Herbert Hoover, qui a si noblement travaillé pour secourir les malheureux en Europe pendant la dernière grande guerre.

L'offre de la "Louisiana Rice Growers' Association" d'envoyer une grande cargaison de riz aux 3,550,000 enfants affamés en Europe, a été acceptée par M. Herbert Hoover.

Un appel est fait aux hommes d'affaires et aux âmes charitables de la ville par M. Warren Kearn, un des vice-présidents du bureau d'hygiène pour le traitement des maladies de la gorge, du nez, des yeux et des oreilles, établi par le Docteur A. W. De Woodard exclusivement pour le bénéfice des pauvres. Espérons que son appel à la charité publique sera entendu et que la somme nécessaire pour maintenir cette belle œuvre de charité sera vite réalisée.

La Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle donnera un grand bal en l'honneur de son 18<sup>e</sup> anniversaire, à la salle de l'Union Française, 928 rue Nord Champ, jeudi, le 27 janvier prochain, sous la présidence de M. Charles Barret, consul général de France à la Nouvelle-Orléans.

## Les États-Unis d'Amérique et les États Unis d'Allemagne

Il n'est pas un Français qui n'approuve à l'attribution du prix Nobel dont M. Léon Bourgeois vient d'être honoré. L'éminent président du Sénat reçoit ainsi, sous une forme particulièrement enviable, la récompense publique d'un long effort. La paix du monde n'a jamais rencontré d'apôtre plus convaincu, plus éloquent et plus persuasif, sans que M. Léon Bourgeois lui ait, en aucune circonstance, sacrifié les intérêts et la dignité de son pays. L'internationalisme qui tend à supprimer les patries est une aberration contredite par l'histoire et condamnée par les lois de la nature. Au contraire, on peut rêver d'une humanité meilleure et le droit, appuyé sur la force, sera entouré de garanties efficaces qui assureront dans une organisation pacifique, la vie et la liberté de tous les peuples.

De la Haie à Genève, et malheureusement leçon de la grande guerre, le pas n'a pas été pour tout dire grand qu'on l'ait voulu. Il y a dans ces réunions trop de formalisme et trop de verbalisme. L'Assemblée de Genève a en vue fait de devenir une sorte de tribunal au petit pied, et qui n'a pas emprunté au régime parlementaire ses qualités les plus appréciables. La faute en est, sans doute à l'insuffisance des sanctions dont la Société des Nations dispose; elle délibère, mais elle n'agit pas, et son Conseil n'a ni pouvoir exécutif que les apparences.

On la trop au pour les affaires d'Arménie. Le pacte met à la disposition de la Société l'arme économique du blocus, mais l'article 16 qui l'institue n'en règle pas l'emploi si bien que les adhérents ont chacun leur interprétation et que la Suisse, qui entend demeurer militairement neutre, ne veut pratiquer les devoirs de la solidarité économique que dans la mesure où ils ne violent pas cette neutralité. Aussi l'affaire, qui apparaissant déjà tant de contradictions, est-elle réglée par le procédé classique de la nomination d'une Commission, et la Société des Nations a fait, une fois de plus, figure d'une sorte de Conseil général où les pays adhérents au pacte remplaçaient les cantons départementaux.

Lord Robert Cecil a eu conscience de cette impuissance quand il a déclaré que l'opinion publique serait l'arme la plus efficace et la plus redoutable, plus utile que la force militaire ou que la force économique de l'institution nouvelle. Je me garde d'y contredire, mais l'opinion publique peut-elle se passionner pour des travaux et pour ces efforts dont les États-Unis d'Amérique sont absents? Cette situation réalise le plus étrange paradoxe que l'on ait pu imaginer: pour avoir le concours des États-Unis, le pacte et le traité malheureusement soulevés l'un à l'autre, ont fait des sacrifices qui inscrivirent dans presque tous les articles, et les États-Unis ne sont pas représentés à l'Assemblée de Genève! Le président Wilson n'a pas encore renvoyé le Traité de Versailles au Sénat américain; mais

qu'il le lui renvoie ou non, la situation sera la même, et les gens qui se font ou qui se n'irapent à la Maison-Blanche sont désormais sans effet sur la vie du monde. Il n'y a plus qu'un fantôme présidentiel.

Aussi ne doit-on attribuer aucune importance au message qui a ouvert la réunion du Congrès. En d'autres temps, il eût été un événement; il s'a deux semaines, il n'a été qu'une formalité. Pourtant, M. Wilson n'a rien perdu de son dogmatisme tranchant et de ce ton péremptoire qui n'irritait pas seulement ses adversaires. L'ancien monde, a-t-il dit, souffre en ce moment de fait qu'il délaisse le principe de la démocratie pour lui substituer le principe de l'autorité exercée au nom sans l'autorité et la sanction des masses. Vainement les voyages font la jeunesse, ils ne semblent pas se tourner européenne au renouveau. M. Wilson et lui ont laissé des traces exactes sur l'organisation des pouvoirs dans l'ancien continent. Quel est donc le pays, dit-il, qui n'a pas de nous aucun, ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni la France, ni les masses européennes un obstacle dans un autocratie qui s'exercerait comme il est plutôt aux États-Unis qu'un mouvement populaire.

Il a résisté à pris sa revanche contre un pouvoir personnel dont les excès avaient fini par fausser la Constitution et le jeu normal des institutions.

Le parti républicain, qui s'installe dans trois mois aux affaires, y arrive dans des sentiments qui ne doivent pas nous faire illusion. Ses chefs sont les amis éprouvés et anciens de la France, mais leur haine contre M. Wilson et son œuvre a quelque chose de féroce, et il faut s'attendre à de terribles revanches. La première s'exercera contre le Traité de Versailles et contre la Société des Nations, ces éléments essentiels de l'œuvre wilsonienne au dehors. J'ai entendu là-dessus des propos autorisés qui m'ont dit et appris long. Si les termes vagues du programme de Chicago sur une association internationale, fondée sur la justice internationale pour préserver la paix du monde, permettent quelque espérance, je crains que nous ne devions trop en rabattre. Le président Harding, s'il fait un pas, ne précipite pas la route de Genève, que ses engagements, son parti et l'irritation publique lui interdisent. On aura, sans doute, quelque déclaration sentimentale, mais ce sera à s'exposer à de graves mécomptes que d'attendre plus, du moins pendant longtemps. La faillite du président Wilson imprimera une terrible secousse à toutes les parties du Traité qui portent sa trace. Le refus par le Sénat américain d'accepter le pacte le garantira libérera l'Angleterre de son engagement.

Tristes conséquences d'une diplomatie qui n'est ni l'habileté, ni l'audace, ni la clairvoyance, et l'histoire jugera avec sévérité! Est-ce encore temps de réparer ses fautes? Si la Grande-Bretagne contredit la voix de lord Derby, elle se précipiterait aux négociations d'une alliance également profitable aux deux pays, mais je n'ai là-dessus aucune illusion. Quand on a interrogé le gouvernement anglais aux Communes, il a répondu avec une sécheresse peu encourageante. Et comment espérer obtenir ce qu'il a refusé à la Belgique? Je ne suis pas un pessimiste, mais j'ai le "bourrage de crâne" en horreur. Si l'Angleterre, l'Italie et la France contractaient une alliance défensive, la paix du monde serait assurée; mais nous en sommes loin encore. M. Georges Leygues s'est beaucoup réjoui de l'accueil qu'il a trouvé à Londres et du ton cordial des con-

tinué à la deuxième page.



M. Charles Barret Reprend Son Poste.

Nous apprenons avec plaisir que M. Charles Barret, Consul Général de France à la Nouvelle-Orléans, rentrera de voyage le 19 de ce mois. M. Barret, comme on le sait, s'était rendu en France en juin dernier pour y passer des vacances à son château. Pendant son absence le consul général de France a été représenté par le plus grande compétence par le vice-consul, M. Ouzou, de Gafney.

Nous espérons que M. Barret, qui pendant ses deux années de séjour a été un des plus sympathiques et précieuses amis, revient à la Nouvelle-Orléans reposé de ses fatigues et en mesure de se donner à sa tâche avec son zèle coutumier.

L'Abeille qui est très fière de compter parmi ses amis M. Barret, qui a si fréquemment eu occasion de parler de lui en termes des plus élogieux, souhaite la plus cordiale des bienvenues à ce fonctionnaire dont la devise au cours de sa carrière bien fournie n'a jamais cessé d'être: "Honneur et Patrie."

CHANTECLER.

## Arrivée de la Jeanne d'Arc

Comme nous l'avons déjà annoncé à nos lecteurs, le croiseur cuirassé, la Jeanne d'Arc, navire-école de la marine française, se rendra bientôt à la Nouvelle-Orléans pour y séjourner pendant la dernière semaine des fêtes du Carnaval.

Voulant que cette visite, comme celle de l'année dernière, laisse le meilleur des souvenirs au Capitaine Jolivet, à ses officiers et à ses "midships", l'Hon. A. J. McShane, Maire de la Nouvelle-Orléans, a nommé un comité chargé d'organiser tout un programme de fêtes et de réceptions pour nos visiteurs distingués. Il a placé à la tête de ce comité notre collaborateur, M. André Lafargue, avocat conseil du consul général de France à la Nouvelle-Orléans. M. Lafargue, d'accord avec ses collègues, MM. Wm. A. Bell, J. C. Casserly, vice commandant du Département Louisianais de la Légion Américaine; l'Adjudant Général J. A. Tombs et W. O. Hact, et MM. Georges Legend, président de l'Union Française; J. M. Vergnolle, président de l'Alliance Franco-Louisianaise et de la Société Française de Bienfaisance; François Bilstein, président de la Société du Quatorze Juillet; Octave Garsaud, H. Daboies, Paul Villoré, le colonel Hugues de La Vergne, Michel Lelong, Etienne Chevallier, Bussière Rouen, Lionel C. Durcl, Marin La Moslé, Gaspard Casachs, le colonel Allison Owen, Victor Brauer, M. T. Remonjon, T. P. Thompson, Charles Janvier, Dr. J. C. Roussel et le major Jacques de Tarnowsky, dressent un programme qui sera mis à exécution après avoir été approuvé par le Maire de la Nouvelle-Orléans et le Consul de France.

La ville entière s'apprête à recevoir avec la plus grande cordialité la Jeanne d'Arc et ses sympathiques officiers.

## DERNIÈRES NOUVELLES DE PARTOUT

True translation filed with the Postmaster, at New Orleans, La., on Tuesday, as required by Act of October 6.

Les dépêches reçues, concernant la situation russo-polonaise tendent à confirmer une rumeur, déjà répandue, à savoir que le président Pilsudski cherche à conclure un alliance militaire avec la France, les autorités polonaises attendant à une nouvelle attaque russe au printemps prochain.

Washington. — L'ambassade française a informé officiellement le gouvernement des États-Unis que l'exécution, par l'Allemagne de la clause concernant le désarmement, la France se voyait dans l'obligation d'occuper la vallée de la Ruhr.

Paris. — Alexandre Kowelsky, ex-premier ministre russe, a convoqué trente chefs anti-bolchevistes qui doivent se réunir ici, pour étudier les moyens de compliquer les efforts des factions opposées au régime actuel russe.

Paris. — Les experts militaires de Paris déclarent que le gouvernement russe prépare une offensive contre la Roumanie et la Galicie. Ils déclarent aussi que cette offensive doit être déclenchée le printemps prochain. Les experts sont convaincus que les Russes se porteront à l'attaque dès que le temps le permettra, et ils prévoient que les complications qui se produiront provoqueront peut-être une nouvelle guerre européenne.

M. Bernard M. Baruch, président du bureau des industries de la guerre pendant la guerre, et ami intime du Président Wilson, a prononcé une grande panique si la Ligue des Nations n'est pas établie sur des bases solides. La faillite de la Ligue précipitera un chaos mondial, et la conduite de la France au sujet de l'indemnité allemande est basée sur des principes de droit et de justice. L'avenir de la France, dit M. Baruch, doit être assuré avant de régler la question des indemnités allemandes.

Le nouveau Cabinet Français, organisé par M. Aristide Briand, ancien premier, est composé comme suit: Premier et ministre des affaires étrangères, M. Aristide Briand; ministre de la justice, M. Bonnevay; intérieur, Pierre Marraud; guerre, Louis Barthou; marine, Gabriel Guisthau; finances, Paul Doumer; instruction publique, Victor Bérard; agriculture, E. L. DuPuy; commerce, Lucien Dier; travail, Daniel Vincent; pensions, André Maginot; travaux publics, Yves LeTroquer; régions libérées, Louis Loucheur. Le cabinet a été bien accueilli par la presse parisienne. Les premiers ministres français et anglais, MM. Briand et Lloyd George, vont se réunir lundi prochain à Paris pour s'entretenir sur la politique à suivre à l'avenir sur les questions d'opinion à résoudre en ce moment.

Biga. — Il est dit que les munitions, les équipements, les canons et les archives sont envoyés hors de Vilna, capitale de la Lithuanie, qui est occupée par les troupes rebelles du général polonais Zeligowski. L'armée de Zeligowski se désorganise, désobéit à ses chefs, se livre au pillage et est sur le point de se dissoudre complètement.

Mme Marie Coulon, âgée de 87 ans, est morte samedi matin des suites de blessures reçues dans un accident d'automobile à l'embourgnure Dumaine et Bourbon vendredi matin.

## Le Nouveau Cabinet Français

Il vient d'être nommé, et il est encore bien tôt pour formuler la moindre opinion sur son personnel et le programme qu'il se tracera. Nous savons cependant dès maintenant qu'il sera dirigé par une des fortes personnalités du monde parlementaire français, M. Aristide Briand, qui a déjà à plusieurs reprises occupé avec distinction et grande compétence le poste périlleux et bien difficile de premier ministre, et qui semble avoir groupé autour de lui en cette occasion les éléments voulus pour grandir vigoureusement en main la lourde tâche qui lui est imposée.

La chute du Cabinet Leygues a été amenée par la question la plus importante qu'ait à résoudre en ce moment la nation française, la mise à exécution stricte et sans faiblesse du Traité de Versailles.

Il n'appartient pas à ceux qui ne connaissent pas les mille difficultés de tous genres et les problèmes complexes qui se rattachent à la rigoureuse observation du grand pacte auquel l'Allemagne vaincue a souscrit, de se livrer à des considérations et d'exposer des points de vue que la situation véritable ne justifie peut-être en aucune façon. Il est toujours aisé de critiquer, lorsque l'on n'est pas appelé soi-même à résoudre un problème. Les ignorants et les non-initiés peuvent jaser et discuter, pérorer et prêcher sans fin. Seuls ceux qui sont face à face avec les difficultés d'une situation ont vraiment le droit de porter une appréciation sur la façon dont elles doivent être résolues. Il se dégage cependant de la chute du Cabinet Leygues et des circonstances qui ont entouré cet événement un fait, incontestable: c'est que la France, sans distinction de partis, demande à grands cris que le Traité de Versailles soit rigoureusement appliqué, soit observé à la lettre, coûte que coûte.

Depuis la signature du traité des armistices de tous genres ont eu lieu des concessions multiples, tant en fait qu'en Allemagne, qui est armée, comme on devait s'y attendre, de la plus mauvaise foi possible. Le Traité de Versailles n'amènera peut-être qu'une paix

boiteuse, mais qu'on ne l'oublie pas, il ne reste à l'heure actuelle à la France, tant soit peu isolée, qu'une seule alternative, et c'est d'obliger l'Allemagne à remplir ses engagements. Il est temps, grandement temps, qu'il en soit ainsi. La France a fait de trop lourds sacrifices pour se laisser leurrer. Ses intérêts ne sont pas ceux de ses anciens alliés, qui semblent aujourd'hui vouloir la laisser toute seule en face d'une Allemagne qui cherche à se reconstruire le plus rapidement possible. S'il lui faut servir encore, qu'elle n'hésite pas à le faire. Mieux vaut maintenant que plus tard, lorsque l'Allemagne aura pu se relever et se ressaisir. Cette tâche, aussi lourde qu'elle soit, en ce moment, sera plus difficile plus elle sera ajournée.

Il faut que l'Allemagne, une fois pour toutes, se présente bien de l'ibel que'elle est vaincue et qu'elle doit payer son tribut, aussi lourd qu'il soit.

En obligeant l'Allemagne à observer strictement le Traité de Versailles la France non seulement se protégera, mais comme l'avenir le prouvera, elle aura encore rendu les services les plus signalés à la cause de la civilisation et du Christianisme. C'est maintenant qu'il faut muscler et terrasser définitivement la bête féroce, qui n'est actuellement qu'abattu. Agir différemment serait criminel, et pour la France et pour le monde entier.

Le Cabinet Briand, par conséquent, a pour premier devoir, de faire comprendre à l'Allemagne, à la pointe de la baïonnette, s'il le faut, que le Traité de Versailles n'est pas un chiffon de papier, et que son interprétation appartient au vainqueur et non au vaincu.

La Chambre, en renversant le Cabinet Leygues, s'est exprimée de façon catégorique sur cette question. Tout Cabinet qui chercherait à transiger avec l'Allemagne aurait bien vite le même sort que celui qui vient de disparaître. Le grand mot d'ordre aujourd'hui est celui-ci: Mise à exécution à la lettre et sans pitié, de concessions du Traité de Versailles.

André LAFARGUE.

## Le Cercle Lyrique

Le Cercle Lyrique s'est réuni vendredi dernier chez Mlle Cuthbert Buckner, rue Quatrième, et y a donné un concert d'été. De y a donné belles compositions des grands maîtres français se trouvaient inscrites au programme. Le public de choix qui s'était empressé de se rendre à l'invitation du Cercle Lyrique a applaudi toutes les gracieuses interprètes des œuvres de César Franck, Debussy, Méhul, Rouget de l'Isle et de plusieurs des compositions les plus renommées de la haute école française. Le programme débuta par une conférence sur le thème instructive et brillante faite par M. André Lafargue, Chevalier de la Légion d'Honneur, sur les "Poèmes Français mis en musique". M. Lafargue parla très loquacement du premier des grands poètes Français mis en musique, "La Chanson de Roland". Il en fit ressortir toute la grâce native et tout la puissance primitive. Il fit aussi allusion à l'œuvre des troubadours et à nos troubadours, et clôtura sa conférence en parlant en accents éloquents et passionnés du rythme majestueux et de la force clairvoyante de "La Marseillaise". Cette conférence valut à M. Lafargue les plus vifs applaudissements.

Cette soirée littéraire et musicale fut un véritable succès qui vint s'ajouter à tous ceux que le Cercle Lyrique a déjà obtenus sous la direction relative de sa présidente distinguée, Mme Jeanne Dupuy Harrison, à laquelle en cette occasion l'Abeille s'empresse d'adresser ses félicitations les plus sincères.

## Grande Représentation Samedi à la Salle de l'Union Française

Une grande représentation aura lieu à la salle de l'Union Française, 928 rue Rempart, samedi prochain, le 22 janvier, à 8:15 du soir, au cours de laquelle M. et Mme Neckelson se feront entendre et s'rement applaudir.

Nous recommandons à nos lecteurs d'y assister. Il ne faut pas oublier que M. et Mme Neckelson pendant la guerre ont donné généreusement de leur temps et de leur talent aux œuvres des blessés, ils ont secourus sans compter les victimes de la grande guerre. Ils ont droit par conséquent à notre estime et à notre reconnaissance.

Accourons en grand nombre à la fête de samedi. Ce sera la dernière représentation des Neckelson et une occasion unique de leur manifester notre amitié.

M. Neckelson est le Roi des magiciens, qui à amusé bien souvent des foules dans toutes les parties du monde et qui possède des souvenirs d'appréciation des plus grands personnages du monde.

Mme Neckelson, mezzo soprano de Paris, chantera la fameuse chanson si populaire parmi les braves poilus français, "La Madelon", et plusieurs autres beaux morceaux en français, anglais, espagnol et italien.

Le professeur Neckelson terminera la soirée par une leçon sur la manière d'être toujours heureux et les moyens de réussir en tout.

L'Abeille leur souhaite le plus complet succès.

**République Française**  
**CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE A LA NOUVELLE-ORLÉANS**  
**Emprunt 6 pour cent en Rentes Perpétuelles**  
 Ce nouvel emprunt est émis en France à des conditions très avantageuses.  
 Les souscriptions de 100, 500, 1,000, 2,000, 10,000 et 50,000 francs sont reçues, du 20 octobre au 30 novembre 1920, au Consulat Général de France à la Nouvelle-Orléans.  
 407 IBERVILLE STREET  
 Ainsi qu'aux diverses banques.